



## **INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**

### **ACCORD portant sur les SALAIRES MINIMAUX**

#### **des OUVRIERS et ETAM**

#### **pour la région Limousin**

Entre

D'une part,

- L'Union Régionale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction (UNICEM LIMOUSIN) agissant tant pour son compte qu'au nom et pour le compte de ses syndicats adhérents et de ceux qui lui sont associés relevant des activités économiques mentionnées en annexe et, s'agissant de l'Association Syndicale Professionnelle Minéraux Industriels France, pour ce qui concerne exclusivement les Producteurs de Silice pour l'Industrie et les Producteurs de blancs de craie, de marbre et de dolomie.

Et d'autre part,

La fédération BATI – MAT- TP CFTC  
La fédération FG-FO Construction  
La fédération CFE-CGC section SICMA

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1 – Champ d’application professionnel**

Le présent accord concerne l’ensemble des industries entrant dans le champ d’application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Le présent accord s’applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

### **Article 2 – Champ d’application territorial**

Le présent accord s’applique dans les départements suivants : Corrèze et Creuse et Haute-Vienne

### **Article 3 – Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Echelon 1	1480.27
	Echelon 2	1492
Niveau 2	Echelon 1	1502
	Echelon 2	1522
	Echelon 3	1567
Niveau 3	Echelon 1	1574
	Echelon 2	1598
	Echelon 3	1647
Niveau 4	Echelon 1	1655
	Echelon 2	1682
	Echelon 3	1740
Niveau 5	Echelon 1	1748
	Echelon 2	1802
	Echelon 3	1925
Niveau 6	Echelon 1	1961
	Echelon 2	2036
	Echelon 3	2194
Niveau 7	Echelon 1	2244
	Echelon 2	2380
	Echelon 3	2593

### **Article 4 – Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l’article 6 de l’Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

### **Article 5 – Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2017**

### **Article 6 – Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

### **Article 7 – Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D-2231.2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

## **Article 8 – Délai d’opposition**

En application de l’article L-2231.7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu’à l’issue du délai d’opposition de 15 jours qui court à compter de l’envoi par lettre recommandée avec A.R. de l’accord signé aux organisations syndicales.

Fait à LIMOGES

Le 15 mai 2017

<b>Pour l'UNICEM-LIMOUSIN,</b>	
<b>Pour la fédération BATI-MAT TP (CFTC)</b>	<b>Pour la Fédération Générale FORCE OUVRIERE construction (FG FO)</b>
Pour la fédération CFE-CGC section SICMA	

## **ANNEXE : LISTE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES RELEVANT DU CHAMP D'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DES INDUSTRIES DE CARRIERES ET DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION**

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

### **Dans la classe 14**

#### **Minéraux divers**

Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie

### **Dans la classe 15**

#### **Matériaux de construction**

Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions

Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03 Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)

Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)

Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi

Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers

### **Dans la classe 87**

#### **Services divers (marchands)**

Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

*Les activités du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.*